LA PRESSE NOUVELLE Magazine Progressiste Juif

*La **PNM** aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La **PNM** se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.*

ISSN: 0757-2395 — **MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.** — **Le N° 6,00 €**

PNM n° 379 - Octobre 2020 - 39e année — **Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide**

Plan de relance : malsain et inefficace

par **Jacques Lewkowicz**

Le plan présenté par le gouvernement le 3 septembre avoue d'emblée son inefficacité puisqu'il se donne pour objectif de ne créer que 160 000 emplois. Bien peu de chose comparé aux près de 6 millions de personnes privées d'emploi auxquels s'ajoutent 800 000 chômeurs supplémentaires prévus du fait de la covid-19.

Si le montant présenté de 100 milliards du plan de relance peut paraître impressionnant, il est inférieur à celui qui a été décidé en Allemagne et doit être relativisé puisqu'il inclut des mesures déjà budgétées auparavant.

L'examen des décisions prévues donne le sentiment d'un panier de mesures aux logiques disparates. Certaines ne servent que des intérêts privés. D'autres ne sont qu'un saupoudrage insuffisant devant l'ampleur des problèmes à résoudre.

Béthune (Pas de Calais), 17/09/2020. Manifestation devant l'usine de Bridgestone

La moins convaincante de ces décisions est d'alléger la fiscalité des entreprises privées en supprimant les « impôts de production » au prétexte que le calcul de leur montant est déconnecté du montant du profit réalisé par les entreprises qui les paient. C'est exact. Mais, dans ce cas, pourquoi ne pas revoir le mode de calcul de ces impôts plutôt que de les effacer ? À cette mesure pesant 20 milliards s'ajoutent 3 milliards de soutien aux fonds des propriétaires d'entreprises ainsi que 6,5 milliards d'aide aux entreprises pour créer des emplois aidés d'au moins 3 mois, mais non nécessairement pérennes, destinés à des jeunes de moins de 25 ans. ■■■ ***Suite en bas de page 4***

Rue de Lancry « רו דע לאַנקרי »

par **Bernard Frederick**

C'était à l'origine une simple salle de conférence bâtie au fond d'une cour dans les années 1880, au 10 rue de Lancry, près de la place de la République. Une petite salle de 400 places, on y organisait des matinées littéraires. En 1903, s'y installe le *Théâtre Israélite de Paris* qui monte une pièce de Joseph Lateiner, *Daniel in leyvn-grub* – Daniel dans la fosse aux lions. En mars 1906, on y joue *Di Kishufmacherin* – La Sorcière – d'Abraham Goldfaden. Puis c'est le silence. Mais en 1926, la *Kultur Liguè* – officiellement *Ligue juive de l'enseignement* – s'installe au 10 rue de Lancry et une nouvelle histoire commence alors. ■■■ ***Suite en page 8***

Vue extérieure du théâtre de la rue de Lancry

Editorial

Ingérence

par **Bernard Frederick**

La France ne suffit plus à Emmanuel Macron ; il faut qu'il soit le président du monde !

Au Liban, il dicte la feuille de route ; il engueule les partis politiques. Parait qu'ils lui font honte, les politiques libanais. Oui les partis politiques LIBANAIS font « honte » au président FRANÇAIS. Vous vous rendez compte. Vous imaginez tel ou tel président de tel ou tel pays, déclarer que Macron lui fait honte ?

Il est arrivé à l'hôte de l'Élysée de faire des déclarations laissant accroire qu'il condamnait le colonialisme. Et il se conduit comment avec le Liban ? En quasi-propriétaire ; en tuteur ; en *Gauleiter* ! Et avec la mémoire courte en plus : à qui doit-on au Liban ces gouvernements et ce système politique fondés sur l'appartenance confessionnelle ? À la France, hélas ! du temps où, après la Grande guerre, elle participa au découpage du Moyen-Orient et reçu le Liban en cadeau.

Au contraire de ce qu'il affirme, il gît chez Emmanuel Macron un esprit colonial ; comme un besoin d'ingérence. Un besoin de donner des leçons, *Urbi et orbi*. Au besoin, en toute indépendance, notre pays s'associe aux sanctions américaines : Ukraine, Biélorussie, Russie, Chine (Huawei), Cuba…l'Élysée est de la partie. Dans l'intérêt de la France ? Mais ces sanctions piétinent les intérêts nationaux français !

Ce président, élu en 2017 avec 43, 61% des inscrits (18,19% au premier tour !) fait la leçon au monde entier, dit le bien et le mal, qui doit rester au pouvoir et qui doit partir.

Il agit dans les relations internationales comme il agit en France : mépris, brutalité, démagogie. Il traite le Liban comme il a traité en France, syndicats, élus locaux, Gilets jaunes ou soignants.

Donc, il a « *honte* ». Comme l'écrivait Victor Hugo dans son *Napoléon le petit*, « *cette honte est cotée à la Bourse* ». ■ **30/09/2020**

Disparitions

Qui fut Juliette Greco ?

Évoquer cette interprète de la chanson française du long après-guerre c'est se souvenir, tout à la fois, d'une femme qui se voulait libre, engagée à gauche et sachant, par son chant sculpter le temps grâce à une voix originale : timbre velouté et tonalité située dans le grave du registre féminin.

Pendant la guerre, elle fut arrêtée, torturée par la Gestapo et emprisonnée à Fresnes avec sa mère, du réseau Résistance Sud, qui avait notamment facilité le sauvetage de juifs, mais relâchée en raison de son jeune âge, contrairement à elles qui furent déportées à Ravensbruck après avoir été torturées par la Gestapo.

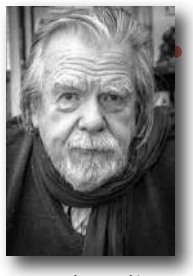
Son nom est lié à tellement d'artistes, de penseurs et de poètes qu'on pourrait dire qu'elle résume, à elle seule, une grande partie de la vie artistique et intellectuelle française et même au delà pendant plus d'un demi-siècle. Qu'on en juge : ont croisé sa vie, à un titre ou un autre, Queneau, Piccoli, Sartre, Boris Vian, Ferrat, Barrault, Merleau-Ponty, Gainsbourg, Miles Davis et Daryl F. Zanuck parmi bien d'autres.

Certes, elle n'était pas féministe par la théorie ou le militantisme. Elle l'était par son exemple : en actes. On a dit qu'elle n'était pas choisie mais qu'elle choisissait. On a surtout vu une femme qu'aucun préjugé communément admis n'arrêtait, au point d'être plusieurs fois censurée.

Sachant passer de la mélancolie nostalgique (*Les feuilles mortes*) à la sensualité (*Déshabillez-moi*) puis à la joie simple (*Jolie môme*), elle avait un talent incomparable de diseuse. Mais ses choix de chansons se distinguaient essentiellement par la qualité mélodique de celles-ci comme on peut l'apprécier, par exemple, dans *la Javanaise*.

Marraine de la FNDIRP, du Mouvement de la Paix, du Secours Populaire, de la Coordination pour l'éducation à la non violence et à la paix, … signataire de nombreuses pétitions, apportant son soutien à diverses candidatures politiques toujours situées à gauche, elle pratiquait un humanisme sincère. ■ **JL**

Michael Lonsdale



Cet ancien élève de Tania Balachova, ami de Delphine Seyrig et de Marguerite Duras, pouvait tout jouer. Au théâtre, il était parfait dans les mises en scène de Claude Régy avec sa scansion particulière, les paroles hachées, la voix monocorde, la présence de son corps massif, la puissance de ses silences. Pour Jean-Marie Serreau, Lonsdale avait joué Beckett, Brecht et Aimé Césaire, mais on l'a vu plus tard aussi jouer Duras, Albee, Koltès, Pavese, Tchekov et lire Péguy…

Il a incarné une multitude de personnages très différents au cinéma dans des films populaires avec de Funès, Francis Blanche, Balasko, dans James Bond mais aussi moins populaires chez Buñuel, Eustache, Has et a été compagnon fidèle de plusieurs films de Marguerite Duras, de Jean-Daniel Pollet et de Jean-Pierre Mocky.

Tour à tour jouant le snob, l'angoissé, l'angoissant, le gentil, le sadique, l'archange, le moine, le criminel, le lâche... Impossible de tout citer ! Michael Lonsdale donnait l'impression d'immédiatement trouver ce qu'il fallait jouer et comment. Il était un immense travailleur et un véritable « laboratoire » de recherche du jeu d'acteur qui a laissé son imaginaire le conduire là où jouer était pour lui bonheur ludique.

Lonsdale aimait passionnément trouver ce que l'homme peut puiser en lui-même de ressources pour jouer (et le découvrir aussi chez les autres) et il le vivait intensément comme la félicité donnée par la Providence ! Il a été un acteur d'exception. ■ **Laura Laufer**

Armand Kac

Armand Kac est né à Metz en 1932 et mort en avril 2020. Enfant caché par le réseau Marcel (Odette et Moussa Abadie), il est envoyé en Suisse pour sa sécurité. Pour ce voyage, sa maman souhaite lui apporter un sandwich. C'est à cette occasion qu'elle est arrêtée en chemin puis déportée à Auschwitz. Armand n'apprendra cette nouvelle par son père qu'à son retour. Cette tragédie fut le drame de sa vie. Après son service militaire, il monte à Paris et adhère aux Jeunesses communistes, puis au Parti communiste. Il y restera jusqu'à la fin de sa vie. Il participe à l'AMEJD du 11° arrondissement, en particulier en allant dans les écoles parler aux enfants de son parcours, de façon très émouvante et éprouvante pour lui. Marié en 1959, il aura deux filles puis six petits-enfants. Il n'a pas eu la chance de connaître son premier arrière-petit-fils né le 15 juillet 2020. ■ **Paulette Kac**

Armand, depuis toujours adhérent de l'UJRE et abonné de la PNM, répondant toujours présent lors de nos événements et manifestations, fête des associations juives, Village du Livre, … ta gentillesse et ton soutien fidèle nous manqueront. Nos pensées les plus affectueuses vont à ton épouse Paulette et à ta famille. **UJRE/*PNM*.**

A guit your ! **א גוט יור !**

À l'occasion de Roch Hachana, la *PNM* présente ses meilleurs vœux à ses lecteurs.

Communiqué

Condamnation de *Valeurs actuelles*

L'**UJRE** condamne avec véhémence la représentation caricaturale raciste de la porte-parole de la France Insoumise, Danièle Obono, publiée par l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* dans son dernier numéro. Sa solidarité tout entière va à Danièle Obono. L'**UJRE** rappelle que tout acte, toute expression raciste ou antisémite sont inacceptables par principe et constituent des délits. L'**UJRE** exige que des poursuites soient engagées, et, une fois de plus, qu'une politique de lutte contre le racisme et l'antisémitisme comprenant des mesures autant éducatives que répressives soit mises en oeuvre. ■ **30/08/2020**

Vie des associations

La *PNM* à la Fête de l'Humanité 2020

Comme les années précédentes, la *PNM* était présente au Village du Livre de la Fête de l'Humanité, cette année, exceptionnellement installée dans les salles de la Bellevilloise à Paris.

Débats, éditeurs et auteurs s'y côtoyaient avec des visiteurs, tous prudents, dans une ambiance chaleureuse et fraternelle.

Outre l'occasion de faire découvrir notre magazine, nous présentions une table de littérature et avions aussi organisé une séance de signature avec l'un de nos rédacteurs, Dominique Vidal, qui pouvait y dédicacer ses derniers ouvrages, participant au lancement de la toute récente parution du livre de géopolitique qu'il co-dirige avec Bertrand Badie « *Le Moyen-Orient et le Monde – L'état du monde 2021*. »

Une activité limitée en raison de la prudence de rigueur, mais suffisante pour assurer la couverture de notre participation à l'évènement et surtout pour encourager la diffusion de la *PNM* avec des échanges fructueux, réconfortants et stimulants, particulièrement bienvenus. ■ **HB**

LA PRESSE NOUVELLE
Magazine Progressiste Juif fondé en 1934
Éditions :
1934-1993 : quotidienne en yidich, ***Naïe Presse*** (clandestine de 1940 à 1944)
1965-1982: hebdomadaire en français, **PNH**
depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM**
éditées par l'U.J.R.E
N° de commission paritaire 062 4 G 89897
Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ
Rédacteur en chef
Bernard Frederick
Conseil de rédaction
Claudie Bassi-Lederman, Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka, Nicole Mokobodzki, Roland Wlos
Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman
Rédaction – Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS
Tel : 01 47 70 62 1 6
Fax : 01 45 23 00 96
Courriel : lujre@orange.fr
Site : http://ujre.monsite-orange.fr
(bulletin d'abonnement téléchargeable)
Tarif d'abonnement
France et Union Européenne :
6 mois 30 euros
1 an 60 euros
Étranger (hors U.E.) 70 euros
IMPRIMERIE DE CHABROL
5 Rue Guy Môquet ARGENTEUIL

BULLETIN D'ABONNEMENT
Je souhaite m'abonner à votre journal "*pas comme les autres*" magazine progressiste juif.
Je vous adresse ci–joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mèl et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :
Nom et Prénom .....
Adresse .....
Téléphone .....
Courriel .....

La *Presse Nouvelle Magazine* – ISSN : 0757 - 235

Israël

Les accords Israël-Émirats-Bahreïn « Vous avez dit historique ? »

par **Dominique Vidal***

Si le journaliste commente l'actualité immédiate, l'historien l'inscrit dans la longue durée. D'où la difficulté, entre ces deux démarches, d'apprécier les accords signés le 15 septembre par Benyamin Netanyahou avec les ministres des Affaires étrangères des Émirats arabes unis (EAU) et de Bahreïn, sous l'égide de Donald Trump. Seuls les aveugles auront été surpris : la diplomatie israélienne négocie depuis longtemps cette normalisation, sur fond de mobilisation contre Téhéran.

À la recherche d'un « consensus stratégique »

Il faut le dire d'emblée : aucun accord de paix sur le Proche-Orient, quels qu'en soient les signataires, ne sera durable s'il ne comporte une solution du conflit israélo-palestinien conforme au droit international. Aurions-nous réussi à construire l'Europe de l'après-guerre sans la réconciliation franco-allemande voulue par de Gaulle et Adenauer ?

L'idée de réaliser – selon l'expression de Zbigniew Brzezinski – un « *consensus stratégique* » entre les États-Unis, Israël et les États arabes n'a rien de nouveau. Dès l'entrée dans la guerre froide, les États-Unis ont cherché à assurer leur domination sur l'ensemble des pays du Proche-Orient, Israël comme les États arabes, pour mieux faire face au bloc communiste.

Cette stratégie explique par exemple le coup d'arrêt donné par le président Eisenhower à l'expédition anglo-franco-israélienne de Suez en 1956, afin de ne pas ruiner l'image des États-Unis dans le monde arabe. La guerre suivante, en 1967, voit en revanche les États-Unis choisir Israël : ils deviennent son allié stratégique à la place de la France, qui a décrété un embargo sur les ventes d'armes dans la région pour punir Tel-Aviv de sa guerre préventive.

Washington n'en continue pas moins à rechercher un compromis israélo-arabe, sur la base de la résolution 242 du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967. Mais ses efforts butent sur la question palestinienne que les États-Unis font mine d'ignorer. Il en ira de même après la guerre de 1973, puis suite à l'invasion du Liban par Israël en 1982, trois ans après après la paix séparée conclue par l'Égypte avec Israël.

Avec ou sans la Palestine ?

Entre-temps les Palestiniens ont engrangé des succès diplomatiques. L'automne 1974 leur porte bonheur : en octobre, le Sommet arabe d'Amman reconnaît l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme *« seul représentant légitime du peuple palestinien »* : en novembre, l'Assemblée générale des Nations unies invite Yasser Arafat et, quelques jours plus tard, elle accorde à son organisation le statut d'observateur.

Treize ans plus tard, la première Intifada va couronner cette place désormais centrale dans le jeu diplomatique. Tournant, le Conseil national palestinien d'Alger, le 15 novembre 1988, proclame l'État de Palestine, reconnaît Israël et renonce au terrorisme. L'établissement de l'État de Palestine devient la condition *sine qua non* de tout « consensus stratégique ».

Si bien que les Américains ouvrent un dialogue avec l'OLP, puis, après la guerre du Golfe, convoquent la Conférence de Madrid où ils imposent à Itzhak Shamir la présence palestinienne et enfin donnent leur feu vert aux négociations qui déboucheront sur les accords d'Oslo. Un nouvel État arabe tombe dans l'escarcelle de la normalisation avec Israël : la Jordanie (1994).

De g. à d., le ministre des Affaires étrangères de Bahreïn Abdullati, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou, le président Donald Trump, le ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis Abdullah bin Zayed Al Nahyan

Hélas, le 4 novembre 1995, l'assassinat d'Itzhak Rabin tue dans l'œuf tout espoir de paix. À mon confrère René Backmann, présent par hasard avec lui à la Mouqata, Yasser Arafat déclare : *« It's over ! »* (C'est fini). De fait, la droite israélienne n'a eu de cesse depuis d'enterrer avec Oslo toute perspective de solution bi-étatique. Et, de Shimon Peres à Ehoud Barak, la gauche l'a laissé faire. Le « consensus stratégique » toujours recherché par les États-Unis évacue à nouveau tout État palestinien, même bâtard.

Si un facteur doit nous inciter à hésiter à qualifier les accords du 15 septembre d'« historiques », c'est bien qu'ils violent les résolutions des Nations unies comme l'« Initiative arabe de paix ». Le 27 mars 2002 la Ligue arabe au complet propose de normaliser toutes les relations de tous ses États membres avec Israël en échange de la création d'un État palestinien indépendant ayant Jérusalem-Est pour capitale.

L'Organisation de la Conférence islamique et ses 57 membres entérineront cette démarche.

Des accords du 15 septembre, on ne connaît en outre que les textes publiés à Washington. Mais bien des points restent inconnus :

• d'abord, leur dimension militaire face à l'Iran. Nul ne sait quel usage Israël pourra faire des bases implantées à Bahreïn et dans les Émirats. On ignore également si ces derniers obtiendront les fameux chasseurs américains F-35 ;

• ensuite, leur effet d'entraînement. D'autres États suivront-ils le mouvement ? C'est possible. Mais la véritable bascule viendra – ou non – de l'Arabie saoudite. Pour la gardienne des deux principaux Lieux saints de l'islam, La Mecque et Médine, accepter une souveraineté israélienne sur le lieu du troisième, Jérusalem, poserait un problème majeur. « Trahir » la cause palestinienne embarrasse moins un émirat sans guère de population « de souche » qu'un État où l'opinion publique autochtone pèse. Surtout depuis les mouvements révolutionnaires arabes ;

• autre question sensible : les accords signés interdisent-ils l'annexion de la vallée du Jourdain et des colonies juives de Cisjordanie dont rêve la droite israélienne ? Non, répond Netanyahou, pour qui elle reste à l'ordre du jour. Pas du tout, rétorque Trump, qui la considère gelée jusqu'en 2024 au moins. Pour le Likoud, l'enjeu est de taille : il risque de perdre plus de voix de colons en colère que de gagner de suffrages d'Israéliens comblés. Sauf que, si la Liste unie a effectué une percée remarquable, le Parti travailliste a presque disparu, seul le Meretz survit – de justesse – à la débâcle de la gauche sioniste….

Une opération électorale ?

L'opération du 15 septembre présente pour ses concepteurs un intérêt électoral. Trump comme Netanyahou se trouvent en mauvaise posture, notamment du fait de leur gestion catastrophique de la Covid. Sans doute misent-ils tous deux sur leur « succès » diplomatique pour améliorer leurs chances – à supposer que la politique étrangère compte pour l'électorat… D'où cette question essentielle : les « accords d'Abraham » survivraient-ils à un échec électoral de leurs parrains ?

Toutes ces remarques ne doivent évidemment pas conduire à sous-estimer les accords signés : ils accélèrent la normalisation entre Israël et les pays arabes et accentuent du même coup l'isolement diplomatique de l'OLP. On est loin des succès représentés par l'entrée de l'État de Palestine à l'Unesco (2011), puis à l'ONU (2012) et enfin à la Cour pénale internationale (2015).

Marginalisation de la question palestinienne

Force est de constater que la question palestinienne, longtemps centrale, a été marginalisée. Pour le comprendre, il faut partir du retrait progressif des États-Unis de la région, après leurs échecs afghan et irakien. Comme des vases communicants, les puissances moyennes remplissent le vide laissé par la grande, la Russie bien sûr, mais aussi par l'Iran, la Turquie et, à un moindre degré, l'Arabie saoudite. Toutes s'efforcent de conquérir une hégémonie régionale. Parallèlement, des pays qui, comme la Syrie et l'Irak, se servirent longtemps de la cause palestinienne comme d'un alibi, ont connu une véritable débâcle.

Dans le Golfe, une double peur a grandi : celle de l'ennemi traditionnel perse et celle des révolutions qui déferlent depuis 2011. D'où la recherche d'un protecteur efficace contre ces deux menaces : les pays de la région espèrent qu'Israël et à travers lui les États-Unis en tiennent lieu. Bref, la route de Washington passe par Jérusalem, et réciproquement. Le prince-héritier saoudien Mohamed Ben Salman mise sur ces craintes pour tenter d'unir sous sa direction le monde sunnite contre le grand État chiite – cette dimension religieuse habillant la rivalité de longue date entre Ryad et Téhéran.

Cet enjeu, toile de fond des accords du 15 septembre, a comme remplacé celui de la Palestine, auquel l'enterrement des accords d'Oslo a retiré de sa substance. D'autant qu'un fossé s'est creusé entre *Fatah* et *Hamas*, paralysant le mouvement national palestinien et permettant ainsi à Tel-Aviv de jouer en permanence de cette division.

Voilà qui a renforcé la vieille tendance des États arabes à abandonner la Palestine. Si la puissance mandataire britannique a pu écraser la Grande révolte des années 1936-1939, c'est parce que les voisins de la Palestine l'ont laissé faire. L'accord conclu entre l'émir Abdallah de Transjordanie et Golda Meïr douze jours avant le plan de partage onusien a facilité la Nakba de 1947-1949. Pendant les dix-sept ans où la Jordanie a annexé Jérusalem-Est et la Cisjordanie tandis que l'Égypte occupait Gaza, ni l'une ni l'autre n'ont envisagé de créer un État palestinien. Et que dire des massacres perpétrés contre les Palestiniens, de *Septembre noir* (1970), signé du roi Hussein, à Tall Al-Zaatar (1976), signé Hafez Al-Assad… ■■■

Suite en haut de page 4

Israël

Les accords Israël-Émirats-Bahreïn « Vous avez dit historique ? »

par **Dominique Vidal***

(Suite de la page 3)

Vers une nouvelle stratégie ?

Sortir de cette impasse ne sera guère aisé. Seule une transformation radicale des rapports de forces pourra redonner sa place à la question de Palestine. Beaucoup dépend des Palestiniens eux-mêmes. L'indispensable réunification de leur mouvement national passe aussi par la réévaluation de sa stratégie. Il ne nous revient évidement pas d'en décider – la prétention d'expliquer à tout un chacun comment réaliser les changements que nous ne parvenons pas à faire advenir en France est un travers bien français.

Ce qui frappe, en tout cas, c'est la conviction d'une nette majorité de Palestiniens, en premier lieu des jeunes, que la perspective des deux États appartient au passé. Mais même les partisans de l'État binational reconnaissent que, dans le contexte actuel, il ne pourrait s'agir que d'un État d'apartheid. Et si l'élaboration d'une nouvelle stratégie passait par la mise en avant de l'objectif d'égalité des droits – entre les personnes, les deux peuples et les trois religions, quelle qu'en soit la traduction institutionnelle ?

Mobilisation internationale

La relance d'une véritable perspective de paix ne dépend pas des seuls Palestiniens : elle suppose aussi que la communauté internationale, qui a voté à une écrasante majorité les résolutions des Nations unies, se mobilise pour les défendre. C'est vrai notamment de l'Union européenne, qui, jusqu'ici, préfère les paroles aux actes, même lorsqu'Israël viole ouvertement le droit international et les droits humains – donc l'article 2 de l'accord d'association, qui devrait dès lors être suspendu. Quant à la France, qui ambitionne pourtant de jouer, avec l'Allemagne, un rôle moteur dans l'Union, on ne l'entend guère. Pis : non seulement Emmanuel Macron a accueilli positivement les derniers accords comme le « plan Trump », mais il n'a toujours pas condamné le projet d'annexion que ce dernier prévoit…

C'est dire que, plus que jamais, la clé de l'avenir, c'est l'expression de l'opinion qui, en France comme dans la plupart des pays de la planète, a une vision majoritairement négative de la politique de la direction israélienne. L'urgence, c'est moins de convaincre nos concitoyens que de leur permettre de s'exprimer. De ce point de vue, l'avis de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qualifiant le boycott de droit citoyen, avis qu'elle vient de confirmer définitivement, représente un événement majeur. On peut bien sûr être ou non partisan du boycott des produits des colonies, voire des produits israéliens. Mais on ne peut plus prétendre qu'il serait illégal : la CEDH est, à l'échelle du continent, la juridiction suprême.

Concluons avec cette belle phrase de Denis Sieffert dans « Politis » : *« Palestinian lives matter ! »* ■

20/09/2020

* Journaliste et historien.

À lire

L'état du monde 2021 : Le Moyen-Orient et le monde

Lu par **Henri Blotnik**

Cette exceptionnelle édition 2021 du classique panorama annuel, « l'état du monde »*, dirigé par Bertrand Badie et Dominique Vidal, inverse l'optique habituelle, puisqu'elle révèle les contradictions du monde en partant d'une synthèse particulièrement riche de celles du Moyen-Orient.

Visant à dépasser une simple description géopolitique, c'est à partir des évolutions locales et entre puissances régionales que celles du monde apparaissent aussi, avec le jeu des relations entre « grandes » puissances. L'analyse ne se limite pas aux puissances arabes de la région, elle porte également sur la Turquie ou l'Iran, ou même Israël.

L'ouvrage commence par évaluer l'impact de l'histoire sur les représentations moyen-orientales, ce qui permet de dégager tout autant les dynamiques historiques que leur poids sur les consciences, perspective particulièrement utile pour saisir la profondeur des mouvements sociaux qui travaillent actuellement ces sociétés.

Ensuite, sont dégagées les interactions de la région avec le reste du monde : le rapport à la mondialisation, la situation sanitaire à la lumière de la pandémie Covid, les ventes d'armes, la situation des chrétiens, la position des partenaires chinois, russe, africains, turc, européens, nord-américain.

Enfin, sont étudiés plus précisément les cas de différents pays ou peuples (question palestinienne, Afghanistan, Liban, Kurdes, Iran, Irak, Yémen) ainsi que leur impact sur l'islam de France ou sur l'ONU et le difficile règlement international des différends.

En s'attachant à dégager les dynamiques internes et internationales à l'œuvre dans la région, l'ouvrage gardera sans doute son actualité au-delà de l'année en cours, ce qui lui donne toute sa valeur. Chacune des contributions de spécialistes et grandes signatures est étayée des meilleures sources que l'on prendra avantage à consulter en complément de lecture. ■

**** Le Moyen-Orient et le monde : l'état du monde 2021*** sous la direction de **Bertrand Badie** et **Dominique Vidal**. Éd. La Découverte, 2020, 260 p., 20 €, https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200912-le-moyen-orient-et-le-monde-l-état-monde-2021

Économie

Plan de relance : malsain et inefficace

par **Jacques Lewkowicz**

(Suite de la Une)

On est dans la continuité d'une politique que tous les gouvernements ont pratiquée depuis 1993 et qui vise à diminuer les « charges » des entreprises. Ces diminutions provoqueraient une incitation à la relance de l'activité économique et, en conséquence, des créations d'emplois.

Il y a trois motifs pour rejeter ce postulat.

• D'une part, dans la période actuelle, cette affirmation a été rarement vérifiée dans les faits. Lorsqu'elle l'a été, ce fut à un coût exorbitant. Le LIEPP [1] a chiffré à 5 200 €, par mois et par emploi créé, le coût total des aides pour l'emploi. À ce prix, l'État aurait meilleur compte de créer des emplois dans les services publics où ils font cruellement défaut.

• D'autre part, si l'on évalue les coûts qui pèsent sur la production de richesses, il n'y a aucune raison de ne pas évoquer les milliards de dividendes versés aux actionnaires des entreprises : 18 à 20 % des dépenses des entreprises [2]. Or parmi celles-ci, un certain nombre, notamment des grands groupes comme Sanofi, Renault ou Airbus, quémandent pourtant les aides de l'État, tandis que les petites et moyennes entreprises pourtant dépendantes des grands groupes, vont avoir à rembourser un mur de dettes.

• Enfin, il faut souligner que les prélèvements fiscaux et sociaux opérés sur les surplus bénéficiaires des entreprises ne sont pas de l' « argent brûlé ». Ils permettent l'existence des services publics et sociaux dont le bon fonctionnement est la condition préalable à la création de richesses.

C'est d'ailleurs un autre défaut important de ce plan. Aucune création d'emploi n'est envisagée dans des secteurs pourtant essentiels comme l'éducation et la santé, tandis que la culture est laissée à l'abandon.

En symétrique de tout ceci, on peut noter l'absence de toute mesure en faveur du pouvoir d'achat (par exemple une baisse de la TVA pour les produits de consommation populaire). On ne trouve que quelques mesurettes de « soutien aux personnes précaires » (0, 8 % du plan total).

Il est vrai que le souci écologique n'est pas oublié : 7 milliards sont prévus, dont 2 pour les ménages. C'est une amélioration mais à rapprocher de l'absence d'obligations environnementales comme condition d'obtention des aides aux entreprises.

Une occasion manquée donc. Une autre politique était pourtant possible : on pouvait financer une politique sociale de nature à développer la demande de biens et l'activité par le rétablissement de l'impôt sur la fortune et de la fiscalité sur les revenus du patrimoine ; assurer aux salariés une garantie de ressources, qu'ils soient en emploi ou en formation ; accorder plus de pouvoir dans les entreprises aux salariés afin qu'ils puissent contrôler l'utilisation des ressources selon des critères environnementaux et sociaux répondant aux besoins de la population. C'est là l'enjeu immédiat des luttes sociales à venir. ■ **07/09/2020**

[1] Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (Sciences Po Paris)

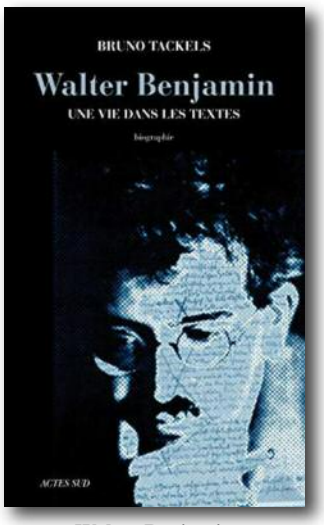
[2] Cf. base de données « Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises » (ESANE) de l'INSEE.

FRANCE

De Moissac à Perpignan, deux dévoyeurs de l'histoire

par **François Mathieu**

« **Dédiabolisation** ». Dévoiement. Récupération. Voilà ce à quoi il faut s'attendre avec les extrême-droitiers, notamment du *Rassemblement national*, en ces temps de déboussolement politique, idéologique, où certains sont tentés de nier l'histoire – notamment récente –, ses hommes et ses femmes, ou dans la confusion – et l'oubli –, de s'en approprier les acteurs et/ou les victimes. Les récentes élections municipales en témoignent.



Walter-Benjamin

Voyez Moissac (Tarn-et-Garonne): Cette ville titrée « Juste parmi les Nations », a, de 1939 à la fin de la Seconde Guerre mondiale, abrité dans une maison d'enfants juifs cinq cents enfants venus de toute l'Europe, dont aucun n'a été arrêté ni déporté, ce que l'on doit, en particulier, à un jeune couple, Shatta et Bouli Simon, membres des *Éclaireurs israélites de France* et, soulignons-le, à la complicité de toute la population. Elle est aujourd'hui dirigée par un maire *Rassemblement national* (62,45 % des voix), un certain **Romain Lopez**, ancien attaché parlementaire de Marion Maréchal, dont l'un des premiers gestes cyniques a été de rendre « hommage aux Justes » ! Allez savoir pourquoi ! Un de ses autres gestes ayant été d'augmenter de 500 euros son indemnité de maire pour atteindre 3 000 euros par mois. Tiens, Romain Lopez n'avait-il pas figuré sur la liste Aliot des régionales en 2015 ?

Après avoir fait œuvre d'antisémitisme notamment, selon « Le Monde », en réagissant après les attentats de « Charlie Hebdo » et de l'« Hyper Cacher » à la formation d'un groupe d'études sur l'antisémitisme à l'Assemblée nationale : *« Comme s'il n'y avait pas eu assez d'études sur ce sujet...* » Et en répondant à un « tweet » du négationniste Alain Soral, lequel, après ces mêmes attentats avait posté : « *L'Europe, Charlie et... le Donbass ignoré de tous* », par ces mots : « *Sans parler des 2 000 chrétiens du Nigeria mais ils ne sont ni journalistes ni juifs.* » Pendant la campagne électorale, le jeune maire dit avoir regretté ces mots.

À moins de trois cents kilomètres de là, à **Perpignan** (Pyrénées-Orientales) précisément, une autre éminence du *Rassemblement national* a été élue maire, le député et ex-compagnon de Marine Le Pen, le chantre de la dédiabolisation du RN, **Louis Aliot**, dont on a vite découvert la volonté de rouvrir le Centre d'Art Contemporain Walter-Benjamin [1], aujourd'hui fermé, pour en faire un lieu dédié « *à la création et au devoir de mémoire* », englobant la mémoire juive, les Gitans et la *Retirada* espagnole.

Ce lieu a aussi une histoire récente. Élu en octobre 2009, le maire (UMP-LR) d'alors, Jean-Marc Pujol, dont Louis Aliot vient de prendre la place, avait inauguré ce Centre d'Art Contemporain Walter-Benjamin, dans le désir d'instaurer un dialogue avec le bâtiment d'en face qui abrite l'École des Beaux-Arts. Mais cette dernière a fermé ses portes en 2016. Et, en 2019, le Centre d'art Walter-Benjamin s'est révélé ouvertement avoir été un objet électoraliste destiné à séduire la gauche locale.

Le « projet Aliot » est celui d'un rapace qui, en faisant main basse sur le philosophe judéo-marxiste solitaire de l'École de Francfort, historien de l'art, critique d'art et traducteur, Walter Benjamin (1892-1940), qui s'était suicidé le 26 septembre 1940 en tentant de franchir la frontière franco-espagnole, à Portbou, compte sur la méconnaissance de l'histoire récente chez ses concitoyens. Pourtant, les protestations ne se sont pas fait attendre. Sous le titre qui reprend une phrase de Walter Benjamin, « *Si l'ennemi triomphe, même les morts ne seront pas en sûreté. Et cet ennemi n'a pas fini de triompher* », parue dans « *Le Monde* » du 30 juin dernier, un collectif d'intellectuels dénonce la prise brune de butin, de trophée, « *dans la vaste tentative de dédiabolisation, puis de normalisation du Rassemblement national* ».

Ces mêmes philosophes, historiens, écrivains, universitaires, sociologues, « lanceurs d'alerte », ne manquent pas de rappeler que « *le parti de M. Aliot se situe dans l'héritage des mouvements politiques nationalistes qui, dans les années 1930 et 1940, en Allemagne d'abord, puis en France et en Europe, ont contraint Benjamin à fuir, l'ont persécuté et contre lesquels il s'est toujours dressé* ». Aussi, concluent-ils, est-il urgent « *d'arracher le nom de Walter Benjamin – pour le mettre à l'abri des mains de l'extrême-droite et de tous ceux qui réécrivent l'histoire, une fois encore, à l'encre des oppresseurs d'hier tandis qu'ils stigmatisent, sous toutes ses formes, l'étranger et le migrant.* »

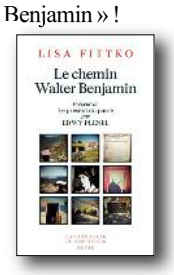
Ce disant, ils relaient l'action et la parole devenue historique des communistes, socialistes, anarchistes, républicains et démocrates qui ont lutté contre les troupes fascistes du général Franco pendant la Guerre d'Espagne, et contestent au maire d'extrême-droite de Perpignan la légitimité de se référer, en cas de réouverture du Centre culturel Walter-Benjamin, à la victime d'une persécution politique, brutale et raciste.

Quant à nous, bien que nous sachions quel fut le destin de nombre d'intellectuels et opposants à Hitler et sa bande, lisons, relisons, faisons lire, entre autres, l'immense biographie de Walter Benjamin écrite par **Bruno Tackels** [2] et le beau récit de son infortunée passeuse, **Lisa Fittko** [3]. ■

[1] Prononcer [bɛniami:n] et non comme le prénom « Benjamin » !

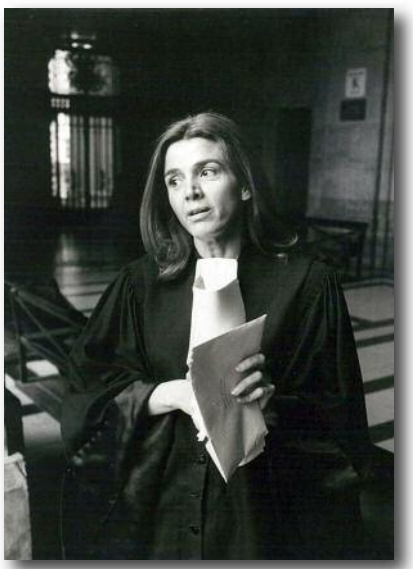
[2] Bruno Tackels, *Walter Benjamin : Une vie dans les textes. Biographie*, Actes Sud, 2009, 840 p., 19,74 €

[3] Lisa Fittko, *Le chemin de Walter Benjamin. Souvenirs 1940-1944*, trad. de l'allemand par Léa Marcou, précédé de *Le présent du passé* par Edwy Plenel, Seuil, 2020, 384 p., 24 €



HOMMAGES

Gisèle Halimi



Quelques mois après Albert Memmi à qui nous rendions hommage ici, une autre grande figure du décolonialisme disparaît, celle de **Gisèle Halimi** : une *Kahina* des temps modernes qui a su dire oui, passionnément, à la vie et non, passionnément, à l'injustice. La Tunisie lui avait donné le soleil et la mer. Sa famille, la colère, l'amour et le thé à la menthe.

Il faut d'abord saluer chez elle une combativité précoce, peu commune, exemplaire. Mesure-t-on la rage de dignité qui a permis à la petite Taïeb, cette gamine d'une famille besogneuse de La Goulette, d'oser à dix ans la grève de la faim pour n'avoir pas à faire le lit et la vaisselle de ses frères ? D'un même élan, elle se débarrasse de Dieu – qui ne lui donne pas satisfaction – et d'une religion par trop patriarcale et encombrée de superstitions.

Dire non, c'était la clé, le reste a suivi. Gisèle Halimi a toujours su se donner tout à la fois un but et les moyens de l'atteindre. Il a d'abord fallu faire des études ou plus exactement se les payer et pas n'importe où : à Paris ! À peine avocate (avec un « e »), elle est confrontée très tôt à l'impuissance dérisoire de la justice en toge face à l'injustice sociale. Cette avocate va défendre des causes politiques.

À partir des années 1950, elle fait partie du pont aérien d'avocats qui, au péril de leur vie, vont défendre les combattants du FLN. Le témoignage d'Henri Alleg, *La Question*, est paru en 1948. Ce sera bientôt Djamila Boupacha : le procès, en 1960, et, avec Simone de Beauvoir, le livre, qu'il faut lire. Dix ans plus tard, l'heure du féminisme a sonné. C'est d'abord la grande bataille des femmes pour le droit à l'avortement, à laquelle s'associent, soyons juste, quelques personnalités masculines de premier plan. Les filles du XXIe siècle ignorent ce que fut la détresse de leurs aînées qui ont presque toutes dû avorter. Ce droit, difficile à conquérir, est plus menacé que jamais, dans le monde entier. Mères, gardez-vous à droite ! Défendre un droit, c'est aussi connaître l'histoire de sa conquête !

En 1971, Halimi, qui a présidé le tribunal Russel sur les crimes de guerre américains au Vietnam, signe le *manifeste* dit *des 343 salopes* qui déclarent avoir eu recours à l'avortement, un crime poursuivi par la loi, et c'est la création du mouvement *Choisir*.

C'est, en 1972, le procès de Bobigny qui aboutit à la criminalisation du viol et, en 1974, la légalisation de l'avortement. En 1982, Halimi élue députée (avec un «e ») se bat pour la parité. En 1984, elle est ambassadrice de la France auprès de l'Unesco. En 1998, elle est co-fondatrice d'Attac – l'*Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne*.

La vie de Gisèle Halimi, c'est une leçon de courage et d'intelligence, une vie de combat pour la liberté, l'égalité, la fraternité, une vie ponctuée de victoires. Une vie qu'elle conte et analyse avec talent et lucidité dans ses livres qu'il faut tous lire : ce sont des livres qui rendent le lecteur plus intelligent… ■

Nicole Mokodobdzki

La chronique littéraire de G.G. Lemaire

Pologne de 1968 : l'expulsion des juifs

Quand on prononce le mot *pogrom,* on songe aussitôt à la Russie tsariste et aux récits du merveilleux écrivain de langue yidich, Cholem Aleikhem. Même si Staline a pu avoir, dans les années 1930, une politique bienveillante envers la culture juive, il s'est montré moins conciliant après la Seconde Guerre mondiale. Soit.

Mais qu'une violente campagne antisémite ait pu avoir lieu en Pologne après le conflit, après tout ce qui s'y est déroulé quand les forces allemandes ont occupé le pays – la destruction du petit et du grand ghetto de Varsovie, la construction de camps de la mort dont Auschwitz reste le plus triste symbole de la volonté de destruction totale du peuple juif par les nazis –, nous sommes en droit de nous interroger. Et pourtant, en mars de cette année 1968, une crise aigüe a conduit plus de 15 000 Juifs à quitter leurs villes ou leurs campagnes, perdant de facto leur nationalité ce qui les condamnait à l'exil. Certains ont choisi Israël, d'autres sont allés aux quatre coins de l'Europe ou plus loin encore.

Avec ***Affaires personnelles***, un livre passionnant, **Agata Tuszyńska** n'a pas cherché à analyser les motivations politiques qui ont conduit à cette situation ni les raisons qui ont pu amener à cette poussée exacerbée d'antisémitisme. Elle a préféré montrer comment un grand nombre de personnes ont vécu cet événement et leur exil forcé. Et le récit de tous ces persécutés est une autre façon de raconter l'histoire, qui ne s'est pas traduite par des violences physiques, mais par une discrimination sociale et culturelle aboutissant au rejet d'une communauté qui passait pour être hostile à la population polonaise de souche.

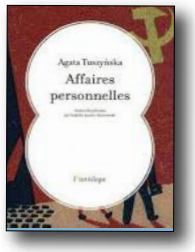
Agata Tuszyńska

À lire leur témoignage, on ne peut qu'être surpris par l'extrême diversité de leurs réactions. Par exemple, il n'est pas rare que ces juifs aient ignoré qu'ils l'étaient, soit que leurs parents ne le leur aient pas dit – en raison sans doute des atroces persécutions subies dans les ghettos ou dans les *lagers* à l'instigation des SS –, soit parce que la famille était devenue athée ou avait même adhéré à l'idéologie communiste. Les cas sont souvent très différents et l'attitude des individus concernés va de la surprise la plus complète à la résignation ou encore à la révolte. C'est parfois déroutant ou étonnant. Mais on se rend compte d'une réalité évidente : s'il existait bel et bien une communauté, tous les juifs n'y appartenaient pas forcément.

L'auteur a démontré un talent indéniable en faisant parler toutes ces personnes qu'elle est allée retrouver au Danemark, en Allemagne, ou ailleurs. Les individus qu'elle a rencontrés ont des histoires qui sont loin de converger mais il ressort de leur parole qu'ils ont souffert de l'arrachement à ce qu'ils croyaient être leur terre natale et aussi à leur langue. Tous avaient un point commun : être polonais. Cela passe avant la judéité, qui se traduit par le choix d'un pays d'accueil, Israël pouvant apparaître comme la meilleure destination pour les plus religieux d'entre eux. Ainsi, nous découvrons comment ils ont pu faire face à cette situation inattendue bien qu'il y ait eu des signes avant-coureurs dès 1967. Le puzzle historique se recompose peu à peu dans toute sa complexité à travers tous les témoignages et toutes les réflexions, car ce genre bureaucratique de pogrom a vraiment pris des formes nouvelles en ce mois de mars 1968.

Il y a, dans cette affaire, quelque chose qui fait ressortir de très anciens préjugés et d'immémoriales détestations. Mais c'est étrange qu'un pays socialiste, membre du pacte de Varsovie, ait éprouvé le besoin de faire cette « purge » parmi les citoyens qui étaient somme toute des survivants de la Shoah. Et la méthode aussi s'est avérée pernicieuse car, pour l'essentiel, il s'est agi de chasser cette minorité juive, réduite à peu de monde alors, sans que cela fasse énormément de bruit dans le monde. Il faut dire que le gouvernement a eu la chance que cette année-là ait été marquée par une foule d'événements, de Mexico à Paris, en passant par l'Italie et par la R. F. A., car les manifestations d'étudiants, les grèves d'ouvriers, le terrorisme rouge et le terrorisme noir ont pris une place prépondérante dans l'actualité.

Ce livre ne prend jamais le ton de la dénonciation ni celui de l'amertume pour les dommages endurés, mais a tenu à mettre en relief que l'antisémitisme reste une maladie endémique du monde occidental, qui a peut-être eu plus de prégnance dans la vieille Pologne catholique et communiste à la fois. ■



Agata Tuszyńska, Affaires personnelles, traduit du polonais par Isabelle Jannès-Kalinowski, Éd. L'Antilope, 384 p., 23,50 €.

Dos yidich vinkl - דאָס ייִדישווינקל

Le yidich, langue du cœur…

On dit souvent que le yidich est la langue du cœur, celle dont le טעם, le ***tam***, a un **goût** si particulier qu'il nous fait vibrer. Pourtant, pour chaque locuteur, de tout pays, le lien à la langue-mère est fort, affectif. En quoi alors, le yidich se distinguerait-il des autres idiomes ? Quelle singularité se cacherait en son sein ? Enquêtons !

Tout d'abord, chez nous, c'était un double lien : la **מאַמע־לשון**, ***mame-loshn***, *langue de maman* ne se définit pas en opposition aux autres langues « étrangères », mais bien en rapport à cette deuxième langue, toute aussi importante et familière, la **לשון־קודש, *loshn-koydesh*,** *langue sainte,* l'hébreu biblique, admirée, vénérée, respectée. Comme si l'une représentait la douceur, tendresse maternelle et l'autre la figure protectrice, un peu sévère du père... la *mame-loshn*, le yidich, est en soi, dans notre imaginaire, la langue de l'enfance, du bonheur, celle où l'on retrouve ses racines, son chez-soi...

Mais la langue, elle-même, pourrions-nous y trouver des éléments qui contribueraient à cette image ancrée en nous ? Les diminutifs s'imposent immédiatement à mon esprit: camion – camionnette...

Le yidich en use et en abuse ! Et, s'est forgé un double diminutif… appelé imunitif.*

Soit une maison : אַ הויז = *hoyz* Si elle est petite, modeste, vous parlerez de votre **הײַזל** = ***hayzl.*** Mais, si c'est un cabanon, une miniature, vous pourriez parler d'un חײַזעלע = *hayzele*. C'est un diminutif du diminutif.

Imaginons à présent que cette maison soit un riche et spacieux palace. Et qu'il soit avant tout cher à votre cœur, votre chez-vous. Pour exprimer ce sentiment, vous parlerez aussi de **חײַזעלע**, ***hayzele***. Et chacun comprendra que c'est votre maison chérie. Ainsi, tout ce que vous aimez sera perçu comme petit, chéri… Les yeux de votre bien-aimée, ses אייגעלעך, *eyge**lekh***, ses petons, פֿיסעלעך, *fise**lekh*** (chausserait-elle du 41) et tout ce qui se rapporte à elle. Cette fonction hypocoristique (qui montre l'affection) des diminutifs nous est propre.

Nous la retrouvons dans nos prénoms yidich, *yankele*, *mirele*, *shayndele*, *moyshele*, *berele*…

Des diminutifs, le yidich s'en est trouvé, germaniques ou slaves, selon nos familles et régions d'origine, ils pincent la corde sensible… : *bobe (*grand-mère*)*, *bobele*, *bobenyu*, *bobenshke*, *bobeshi*, *tate* (papa), *tatenyu*, *tatele*, *tateshi*, *tatinke*…

Chacun retrouvera le sien. Je terminerai par mon *tatenyu*, le mien. Je ne lui ai connu qu'un seul prénom qu'il a réussi à garder de son *chtetl* natal en Galicie orientale, Tluste, en passant par Vienne (Autriche), la guerre d'Espagne, puis la France. Sur sa carte d'identité française, obtenue après la guerre, un seul prénom, toujours le même : קאָפּל, *Kopl*, devenu *Koppel.*

Français, il resta le petit *yingele* que sa famille appelait *kopl*, *kopele*. **A yidich vort un dos harts lakht un veynt in eynem**. Un mot yidich et le cœur rit et pleure tout ensemble.

Lomir zikh trefn in a khoydesh arum oyf undzer yidich-vinkl.

Retrouvons-nous dans un mois sur notre coin du yidich ! ■ **Regina Fiderer**

* Ndlr Iminutif : Concept forgé par Neil Jacobs cf. *Yiddish: A linguistic introduction.*

Cinéma La chronique de Laura Laufer

Triple actualité pour Andréï Kontchalovsky

Rétrospective en octobre à la Cinémathèque française* ; sortie de Michel-Ange (*Il peccato / The Sin*) au musée du Louvre le 16 octobre puis en salles ; sortie de *Chers camarades* en novembre

***Michel-Ange* (*Il peccato / The Sin*, *2019*)** : Kontchalovsky a le droit de croire que l'œuvre de Michel-Ange est née dans la puanteur et la saleté, otage des luttes de pouvoir entre les Médicis et le Pape Jules II, mais son imagerie tend à un spectaculaire écrasant mais de composition télévisuelle. S'il montre la quête du meilleur bloc de marbre pour le tombeau de Jules II, il ne dit rien du travail et du processus de création de l'artiste, sauf à répéter le cliché qu'il est un génie. Le vrai sujet de cette production qui a coûté 18,8 millions de dollars, ce sont les conflits de pouvoir et les contorsions de l'artiste pour échapper ou plaire aux puissants.

Kontchalovsky, aidé de conseillers historiques, veut reconstituer « la vraie » Renaissance, mais à quoi bon l'imiter, « la » réalité, si lui manque une vérité intérieure ? Le film m'a laissée de marbre. Kontchalovsky prétend montrer une vision dantesque des tourments mentaux et moraux de son Michel-Ange, histrion plein de vices, mais en route pour la Rédemption, d'où le titre anglais *Le péché*, d'où Poutine offrant le film au Pape François ! On cherchera plutôt l'esprit de Dante chez Fellini (*Satyricon*, *Toby Dammit*…) et une autre vérité de la Renaissance dans *L'Encyclopédie historique* de Rossellini, riche documentaire sur le pouvoir des Médicis et l'humanisme d'Alberti (1973), ou dans son *Concerto per Michelangelo* (1974) montrant l'œuvre de la Chapelle Sixtine et son élévation vers Dieu !

Image du film Chers camarades

Dans ***Chers camarades*** tourné en beau noir et blanc, ce n'est pas un hasard si la chanson « *Camarade Camarade, bats-toi et travaille pour le pays natal*» a une place importante. Elle est héritée du film *Le Printemps* (1947), paroles écrites par le père de Kontchalovsky, le poète Sergueï Mikhalkov, pour la comédie musicale d'Alexandrov, premier film soviétique avec le logo de Mosfilm, la statue de *L'Ouvrier et la Kolkhozienne*. Sergueï Mikhalkov a d'ailleurs aussi écrit et réécrit les paroles de l'hymne national, sous Staline en 1944, Brejnev en 1977 et Poutine… et présidé avec longévité l'Association des écrivains de Russie. Son autre fils, Nikita Mikhalkov préside l'Association des réalisateurs de Russie, dirige le Festival international du film de Moscou et possède une chaîne de télévision privée. Les deux frères ont souvent remporté de grands prix dans les festivals internationaux. Leur dynastie artistique commença avec **Piotr Kontchalovsky,** peintre célèbre.

Chers Camarades raconte la répression sanglante, en 1962, de la grève de Novotcherkassk, usine de matériel ferroviaire ; une répression organisée par une commission spéciale du *Politburo*, de l'armée et du KGB. Sous contrôle du KGB traquant chaque ouvrier, on imposa le secret sur les faits néanmoins révélés assez vite à l'étranger par les Américains et les Chinois. Soljenitsine les décrivit dans l'*Archipel du goulag*. On parla de 200 morts ; le bilan est de 23 morts lors de la manifestation, 3 dans ses suites, 86 blessés graves avec amputations. Immédiatement, les traces de sang sur la chaussée furent recouvertes de goudron, les corps retirés et dispersés dans de vieilles tombes de la région de Rostov.

Le film fait un portrait au vitriol des responsables khrouchtcheviens, de leur politique économique anti-ouvrière : montée des prix, baisse des salaires, magasins réservés à la bureaucratie du parti, pénurie de vivres pour la population.

Au centre du récit, Liouda, communiste fervente, membre de la direction municipale du parti, que joue Youlia Vissotskaïa, Liouda, ébranlée par la disparition de sa fille, ouvrière gréviste participante de la manifestation réprimée, portrait de Lénine en tête, reproche à Khrouchtchev d'avoir « *sorti Staline du Mausolée* » et conclut que, du temps de ce dernier, un tel carnage d'ouvriers n'aurait pas eu lieu. Le film se conclut sur les mots de Liouda réitérant ceux du film *Le Printemps* : « *Pour des jours meilleurs* ».

À travers elle, se lit le point de vue de Kontchalovsky corroboré par ses déclarations lors de *La Mostra* de Venise : « *Mao Ze dong avait raison. Khrouchtchev n'était pas très intelligent (…) Eltsine encore moins (…) Ils ont vendu la Russie aux Américains (…) et ça a été l'effondrement de l'URSS (…) La démocratie est un zoo* ».

« *Ni dissident, ni partisan, ni courtisan* », Kontchalovsky, comme le dit Michel Ciment ? Non ! Cet enfant du sérail, dissident avec dix ans d'exil aux Usa, après la censure du *Bonheur d'Assia* sous Brejnev, est aujourd'hui partisan de réhabiliter Staline contre Khrouchtchev. ■

* https://www.cinematheque.fr/cycle/andrei-kontchalovski-562.html

À voir en octobre à la Cinémathèque française, le cycle des pionnières du cinéma soviétique (1928-1947). Certaines furent victimes des purges (déportation, suicide). www.cinematheque.fr/cycle/pionnieres-du-cinema-sovietique-578.html

Théâtre

La légende du saint buveur de Joseph Roth

par **Karolina Wolfzahn**

Christophe Malavoy, ce grand comédien, a adapté, mis en scène et joue *La légende du saint buveur* de Joseph Roth, publiée à titre posthume. Il y a intégré la musique, joue lui-même du bugle, chante et sert avec son immense talent ce beau texte débordant d'humour, de poésie, d'élégance et d'optimisme.

Il est **Andréas Kartak**, personnage sans adresse sinon sous les ponts de Paris. Un jour, un homme lui offre une somme d'argent qu'il refuse mais accepte finalement avec la promesse sur l'honneur de le rembourser. C'est le mystère de la pièce. Arrivera-t-il à tenir sa promesse ? Christophe Malavoy avait créé *Gary|Ajar* d'après les textes de Romain Gary :

« *Joseph Roth est un auteur comme Stefan Zweig, dont j'apprécie la dimension charnelle et poétique, cette faculté à traduire la complexité de la nature humaine.* La légende du saint buveur *est un grand texte au même titre que* Le joueur d'échecs *de Zweig. Andréas est un homme touché par la grâce, sa faiblesse finit par devenir sa force. Romain Gary disait : "La force n'a jamais rien inventé parce qu'elle croit se suffire. C'est toujours la faiblesse qui a du génie" ».*

Ce spectacle a eu et aura à nouveau un succès mérité auprès du public.*

Moses Joseph Roth, né sous le règne de l'empereur François Joseph dans une famille juive de langue allemande à Brody en Galicie le 2 septembre 1894, cet être hors du commun déclarait : « *Lorsque j'étais jeune, j'étais en bons termes avec les autorités. Plus tard, cela a changé. Les temps changeaient aussi, et aussi les autorités.* »

Après des études littéraires, journaliste à Vienne et à Berlin, il se caractérise par une écriture élégante. À ses débuts, reconnu comme un écrivain de gauche en raison de ses critiques sur la situation sociale, il signait parfois des articles sous le pseudo *Joseph le Rouge*. À 20 ans, il participe au service de presse des armées impériales. Après la chute de la monarchie, il publie entre autres, *Hôtel Savoy et Le Poids de la grâce*.

En 1934, il s'exile à Paris. Il avertit les juifs qu'ils ne doivent pas se sentir protégés par la fidélité à l'Allemagne, qu'aucune alliance avec les Allemands n'est possible. Dès leur mainmise sur le pouvoir, les nazis détruisent les livres.

Son roman le plus célèbre est publié en 1932, *La Marche de Radetsky*, référence à la célèbre marche militaire composée en 1848 par Johann Strauss père en l'honneur du maréchal autrichien Joseph Radetsky. Il y peint un tableau critique et ironique de la chute de l'Empire austro-hongrois et de la société à travers le crépuscule de la saga des Trotta. Trois générations d'une famille modeste dont le jeune fils, le lieutenant Joseph Trotta, a sauvé sur le front la vie de l'empereur français Joseph.

Dans ce roman, comme dans d'autres, Joseph Roth écrit : « *une volonté cruelle de l'histoire a réduit en morceaux ma vieille patrie* ». Il dépeint l'Autriche comme une Utopie romantique. Il écrit en 1934 : « *La tâche de l'écrivain de notre temps est le combat impitoyable contre l'Allemagne, car elle est le véritable foyer du mal, la filiale de l'enfer, le séjour de l'Antéchrist* ». Persuadé que la monarchie et l'Église catholique étaient seules capables de résister à la peste noire, il soutenait le prétendant au trône Otto de Habsbourg.

Dans son œuvre, ce virtuose de la langue, sensible, idéaliste et passionné, fait preuve d'humour, d'ironie et d'une immense compassion pour ses semblables. Il porte un regard prémonitoire sur l'avenir de la *Mitteleuropa*, qui ne survivra pas à l'avènement du XXe siècle. Il est déraciné, perdu, comme nombre de juifs galiciens. Il en parle dans *Juifs en errance*, il ressent la nostalgie de la culture juive, des *chtetls*, de leur sécurité. Il entretient avec Stefan Zweig une correspondance commencée en 1927. En 1933 il lui écrit : « *Ne vous faites aucune illusion, c'est l'enfer qui gouverne* ». Dans ses voyages, Zweig logeait dans les grands hôtels, Roth toujours pauvre dans des chambres où il oubliait ses papiers, noyant sa vie dans l'alcool. Zweig était son bienfaiteur intelligent et généreux. Leur amitié résistera à tout. Roth meurt dans la misère le 27 mai 1939 à Paris d'une crise de delirium tremens. Zweig se suicidera trois ans plus tard au Brésil où il s'était finalement réfugié. ■

* Dès le 23/09 au Théâtre du Petit Montparnasse du mercredi au samedi à 19h, resa@theatremontparnasse.com ou 01 43 22 77 74. Protocole sanitaire assuré.

ARTS

Rue de Lancry « רו דע לאַנקרי »

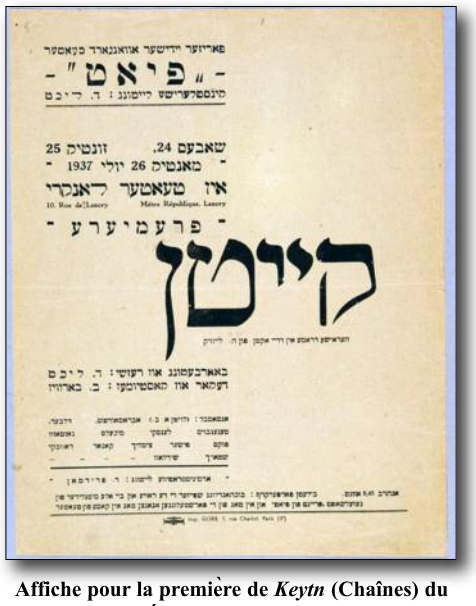
par **Bernard Frederick**

(Suite de la Une)

...La *Kultur Liguè* (KL) a été fondée en 1923 par des immigrés yidichisants de gauche : bundistes, communistes, militants du *Poale Zion* [1] – sionistes se déclarant marxistes. Tous ont en commun de vouloir défendre et développer la culture yidich et leur langue. Mais les communistes reprochent un certain élitisme et veulent une participation plus grande des travailleurs immigrés. La majorité les suit et en 1925, ils prennent la direction de la KL que le *Bund* et le *Poale Zion* quittent alors.

Théâtre Lancry

Avec son installation rue de Lancry, à deux pas de la Bourse du travail où siègent les sections syndicales juives de la CGTU, la KL connait un rapide développement. « Lancry » accueille des immigrés qui ont besoin d'aide et de conseils dans leurs démarches ; on y organise des cours de français et de yidich mais aussi on s'y cultive : une bibliothèque qui atteindra 3 000 volumes en 1939 ; un club sportif s'y crée, le *yidiche Arbeter Sport Klub* (YASK) [2] qui sera affilié à la FSGT ; une chorale et bien évidemment un cercle théâtral. Ce cercle va bientôt se transformer en une véritable troupe qui en 1934 prendra le nom de *Parizer yidicher arbeter téater* et l'année suivante *Parizer yidicher avant-garde téater,* bref : le PYAT.



Affiche pour la première de *Keytn* (Chaînes) du PYAT au Théâtre Lancry, le 26 juillet 1937.

Le PYAT s'inspire évidemment de divers modèles. Les principaux sont le *Théâtre d'Art yidich de Moscou*, le GOSET de Mikhoëls [3] qui s'est produit en 1928 à Paris et la *Vilner troupè*, scène progressiste d'avant-garde de Wilno dont plusieurs membres vont être directement impliqués dans la création et les productions du PYAT, comme David Licht, Avrom-Yankev Mansdorf, Yankev Kurlender et Jacob Rothbaum.

David Licht était déjà très célèbre. C'est lui qui a mis en scène en scène, au printemps 1937, סאד רעדיינש רעטפעשעקראפ - *Dos farkhishuf'te shnayder* – Le tailleur ensorcelé – d'après Sholem Aleikhem. La pièce fut représentée salle Susset, 206 quai de Valmy, le 4 mars 1937.

Affiche du 2e festival international

Annonçant l'évènement, la *Naïe Presse*, fidèle soutien du PYAT, écrit que *Der farkhishuf'te shnayder* est une représentation « *qui ne ressemble à rien de ce que le Paris yidich a vu (...) Tous ceux qui ont vu la première [de presse] était enthousiasmés par la pièce* » [4].

Deux jours plus tard, la *Naïe Presse* consacre une pleine page à la couverture de la soirée théâtrale sous le titre : « *PYAT' a prekhtiker spektakl fun shoyshpil, gezang, dekor un tants* » - « un magnifique spectacle de jeu, de chant, décor et musique » [5]. Complètent l'article signé par le rédacteur en chef, Mounié Nadler qui sera fusillé cinq ans plus tard, des portaits de Sholem Aleikhem et David Licht. Pour la *Naïe Presse*, le PYAT vient de prendre place dans « *le grand théâtre yidich* ».

En avril 1939, le PYAT donne encore à « Lancry » le *yidiche glikn* – Le bonheur juif – adaptation du célèbre recueil *Menakhem Mendel le rêveur* de Sholem Aleikhem, dont

Salle Lancry - Le bonheur juif

fait l'éloge Mounié Nadler (sous le pseudonyme A. Galitsin, dans la *Naïe Presse* du 21 avril 1939.

À l'époque, on compte une quarantaine d'acteurs yidich à Paris, mais au moins 250 personnes ont participé à l'activité du PYAT Pour la plupart, ce sont des ouvrières et des ouvriers qui travaillent en atelier, dans l'habillement, la fourrure ou la maroquinerie. Ils répètent le soir jusqu'à tard dans la nuit.

Le petit tailleur ensorcelé

En 1937, les acteurs, après avoir créé une section CGT, sont syndiqués dans l'*Union des théâtres indépendants de France* et affiliés à la *Maison de la Culture de l'AEAR* (l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires).

« Lancry », en plein Front populaire et face à la montée du fascisme prend sa part du combat.

Dès le début de 1933, un meeting regroupant une quinzaine d'organisations donne ici le coup d'envoi de la campagne de boycottage des produits allemands, initiée par Willi Münzenberg.

Le 23 avril 1934, la *Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme* (LICRA) y tint un meeting en présence de son président Bernard Lecache. Le 6 février 1937, pour le troisième anniversaire des émeutes de droite de 1934, le *Comité de liaison des Jeunesses antifascistes* se retrouva à « Lancry » et les 14, 15 et 16 juillet 1939, s'y tint le *Congrès de Solidarité Internationale Antifasciste*. Quelques semaines plus tard, c'était la guerre… ■

L'affiche annonçait la mise en scène pour la première fois à Paris de l'opérette *Daniel dans la fosse aux lions* du dramaturge roumain yidich Yoysef Lateiner avec Max Guzovsky et Matilde Rubinstein

[1] Prononcer *Poalé Tsion.*
[2] cf *PNM* n° 337 de 06/2016.
[3] cf *PNM* n° 373 de 02/2020.
[4] *Naïe Presse*, 3 mars 1937.
[5] *Naïe Presse*, 5 mars 1937.